

États-Unis hors de Corée !

Au cours de l'été, la tension internationale s'est accentuée autour de la prétendue question nucléaire nord-coréenne. Le Parti Communiste Révolutionnaire de France a pris position sur cette question à plusieurs reprises dans le passé, tant sur son site Internet que dans son journal *Intervention Communiste*. Mais l'aggravation de la situation, comme la désinformation totale orchestrée par les médias, même s'ils sont partagés entre l'alignement traditionnel (sur cette question) de l'impérialisme français sur l'impérialisme américain et l'inquiétude devant les propos irresponsables de Donald Trump, conduit notre parti à rappeler un certain nombre de vérités.

1. En soi, la question nucléaire dans la péninsule coréenne n'est pas un problème nouveau. Depuis 1953 au moins, les États-Unis ont stocké des armes atomiques en grande quantité en Corée du Sud, territoire qu'ils occupent depuis 1945, et rien ne prouve que cette situation a changé. A tout le moins, ils y maintiennent des armes nucléaires tactiques, en particulier à l'uranium appauvri.
2. Après s'être prononcée pour la dénucléarisation de la péninsule et avoir fait de nombreuses propositions dans ce sens, toutes rejetées par les États-Unis, à l'époque de l'administration Clinton, la République Populaire Démocratique de Corée (RPDC - Corée du Nord), signataire de l'accord de non-prolifération nucléaire, a annoncé son intention de se doter d'une centrale nucléaire de production électrique, à un moment où sa situation énergétique était particulièrement difficile et empêchait le développement économique du pays. Les États-Unis et leurs alliés, dont la France, avaient alors lancé une campagne internationale pour faire renoncer la RPDC à son projet. Cette dernière avait négocié avec les États-Unis qui s'étaient engagés sur un accord pour construire une centrale nucléaire qui ne produise pas de plutonium. Mais les administrations américaines n'ont jamais donné suite à cette promesse. C'est ce qui a conduit la RPDC à se retirer du Traité de non-prolifération, ce qui est son droit le plus strict, garanti par le traité lui-même.
3. Après le 11 septembre 2001 à New-York, le gouvernement Bush s'est cru autorisé à désigner certains États comme « État-voyou » finançant et organisant le terrorisme. Parmi eux, l'Afghanistan, l'Irak, la RPDC, l'Iran. On notera que ni l'Arabie Saoudite, ni le Qatar, ni le Pakistan, ni Israël ne figuraient sur cette liste, mais que l'impérialisme états-unien a envahi l'Afghanistan et l'Irak, y semant le chaos, ce qui s'est répété en 2011 avec le renversement du colonel Kadhafi en Libye, et venait après la liquidation militaire de la Yougoslavie. Parallèlement, et ce depuis de très nombreuses années, tous les ans au printemps et en été, des manœuvres conjointes US-Corée du Sud ont lieu le long du 38^e parallèle, manœuvres clairement tournées contre la RPDC. En particulier depuis la mort de Kim Jong Il, le thème de ses manœuvres est clairement celui d'un débarquement des troupes US/Sud-Coréennes en RPDC avec l'assassinat de la direction politique de ce pays, tandis que les effectifs augmentent et le matériel engagé est clairement adapté pour une agression atomique. Les prochaines manœuvres doivent commencer le 26 août. Par ailleurs, la position d'obstruction des États-Unis, qui ne veulent pas entendre parler d'un traité de paix avec la RPDC (pour clore la guerre de 1950-1953) et s'opposent au droit légitime du peuple coréen à la réunification de sa patrie sans ingérence étrangère, a conduit la RPDC à se retirer des négociations à 6 (RPDC, USA, Chine, Russie, Japon et Corée du Sud) dès lors sans autre objet que les provocations verbales de Washington contre Pyong Yang. C'est dans ce contexte que la RPDC a décidé de se doter de l'arme nucléaire.
4. La question soulevée n'est pas de savoir si on est pour ou contre l'arme nucléaire, mais de se prononcer sur le droit souverain de la RPDC à la posséder ou non. Ensuite, libre à chacun d'avoir une opinion sur le choix de la RPDC de se doter de ce type d'armements, mais il faut rappeler que :
 - a) Dans un pays comme la France, pays impérialiste dont la politique étrangère est marquée par le bellicisme et qui possède l'arme atomique, les forces politiques qui ne se prononcent pas pour l'abandon unilatéral de la force de frappe française sont particulièrement mal placées pour condamner la RPDC. C'est vrai d'ailleurs pour les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, qui sont tous des puissances nucléaires. Tous les États sont égaux en droit. Il est bon de rappeler qu'à l'époque du socialisme en URSS, toutes les propositions d'interdiction de l'arme atomique faites par cette dernière, et elle-seule comme puissance atomique, ont fait l'objet d'un rejet de la part des États-Unis, de la Grande-Bretagne, de la France et de l'OTAN.
 - b) L'hystérie politique concernant la politique de la RPDC s'accompagne d'un silence étouffant de la part des mêmes forces politiques concernant l'acquisition de l'arme atomique par Israël. Le seul, faut-il le rappeler, qui a été créé par l'ONU, et qui depuis sa création a systématiquement violé les résolutions de l'ONU le concernant en toute impunité, avec la

protection des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France. C'est d'ailleurs la France qui lui a permis de l'acquérir, conjointement et en collaboration avec le régime raciste-nazi d'apartheid d'Afrique du Sud. D'autre part, le Pakistan n'a jamais fait l'objet de quelconques sanctions tant de l'ONU que des États-Unis.

- c) Les États-Unis, qui multiplient les menaces d'interventions militaires contre le prétendu danger que représenterait l'acquisition par la RPDC de l'arme nucléaire, et trouvent une certaine compréhension dans les médias et les forces politiques de la bourgeoisie, sont le seul pays à avoir utilisé l'arme atomique : à Hiroshima et Nagasaki, mais aussi au Koweït, en Yougoslavie et en Irak (Afghanistan ?) sous la forme de munition à uranium appauvri. La RPDC n'a jamais représenté un danger d'agression pour ses voisins, mais a été l'objet d'une guerre barbare (chimique et bactériologique notamment) menée par les USA, qui se sont vantés de vouloir la ramener « à l'âge de pierre ».

- 5. La question de l'arme nucléaire, pour les États-Unis, en cache une autre déjà évoquée : il s'agit d'empêcher l'accès par la RPDC aux technologies de pointe que sont l'énergie électrique nucléaire et les technologies spatiales. C'est ainsi que pour la seule RPDC, les membres permanents du Conseil de Sécurité, tous puissances spatiales, condamnent indistinctement les essais balistiques militaires et le lancement de fusées spatiales et de satellites. Certes il y a des liens entre les deux domaines, mais pas plus pour la RPDC que pour les autres. Et la RPDC n'a jamais caché la vérité, quand ses lancements s'inscrivaient dans son programme militaire et quand il s'agissait de son programme de maîtrise scientifique de l'espace. En réalité, il s'agit bien ici d'une volonté politique de la part des États-Unis et de leurs alliés, comme de la Chine et de la Russie, d'empêcher le développement scientifique et technologique indépendant des États en voie de développement. A cela vient s'ajouter, pour ce qui est de la question coréenne, un aspect particulier : celui de la réunification de la Nation coréenne. La péninsule est au centre d'une zone clef des échanges mondiaux, constituée par la Russie, la Chine et le Japon, et sur laquelle l'impérialisme américain a toujours voulu avoir son mot à dire (ses intérêts à défendre). C'est la raison de sa présence illégale depuis 1945 en Corée du Sud, à laquelle la sale guerre de Corée a donné, par l'intermédiaire de l'ONU à l'époque boycottée par l'URSS, un prétexte légal. Pendant toute une période, Washington envisageait la réunification comme l'absorption militaire de la RPDC par l'Etat-fantôme du sud. Mais le développement inégal, caractéristique de l'impérialisme, a conduit à un développement économique gigantesque (avec l'aide US) de la Corée du Sud, et celle-ci est devenue un État impérialiste qui, tout en étant dominé politiquement et militairement par l'impérialisme états-unien, est devenu un concurrent dangereux pour les monopoles Nord-Américains (automobile, électronique, informatique). La réunification de la péninsule est donc exclue des plans de Washington : elle est inacceptable dans le cadre socialiste, c'est clair. Mais elle l'est aussi dans le cadre capitaliste, qui verrait un État de plus de 60 millions d'habitants, avec une population extrêmement bien formée au Nord, et des monopoles puissants au sud exploitant sans pitié les travailleurs, se heurter à l'impérialisme américain. Celui-ci n'aurait plus de justifications pour maintenir ses bases militaires, tandis que les contradictions avec l'impérialisme japonais se trouveraient libérées et que les impérialismes russes et chinois en profiteraient. C'est pourquoi l'impérialisme Yankee s'oppose aujourd'hui à toute détente dans la péninsule. Or la toute récente crise politique en Corée du Sud, qui a vu balayer l'ancienne présidente pro US et son parti, et l'élection d'un partisan de la coopération nord-sud, a montré que la population de Corée du Sud, et notamment sa classe ouvrière, sont attachées à la réunification du pays, se prononcent pour des rapports pacifiques avec la RPDC, se mobilisent contre les monopoles (les tchéobols) et supportent de moins en moins la présence des États-Unis. C'est bien là la source de l'agitation frénétique et dangereuse de Trump. Cela n'exclut pas pour autant des compromis possibles, même si les dernières sanctions de l'ONU, illégales du point de vue de sa charte, qui visent à réduire d'1/3 les exportations de la RPDC, ont contribué à alourdir la tension.

Le Parti Communiste Révolutionnaire de France réitère sa solidarité avec le Parti du Travail de Corée, avec la classe ouvrière coréenne, et le peuple coréen qui lutte pour sa réunification pacifique et indépendante, en renforçant le socialisme au Nord et en luttant contre la bourgeoisie et les tchéobols au sud. Il appelle la classe ouvrière de notre pays à se mobiliser contre le danger de guerre que font courir à l'humanité l'impérialisme américain et ses alliés, pour la reconnaissance diplomatique par le gouvernement français de la RPDC.

Paris, le 18 aout 2017